Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 149 (2004)
Heft: 1-2

Artikel: États-Unis : vers une nouvelle doctrine nucléaire?
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-346345

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Etats-Unis: vers une nouvelle doctrine nucléaire?

Au début janvier 2002, le Département de la défense a soumis au Congrès sa *Revue de posture nucléaire* (*NPR*) censée tracer l'avenir des armes nucléaires américaines. L'événement a suscité peu de réactions comparée à celles qui ont suivi, à la mi-mars: les fuites de sa partie classifiée.

L'arme nucléaire, un «outil indispensable»[1]

Le signal ainsi adressé vers l'extérieur, quelles que puissent être les raisons de l'administration, c'est le glissement vers une doctrine d'emploi qui a le plus effrayé les commentateurs, dans la mesure où la *NPR* donne clairement un rôle opérationnel aux armes nucléaires. L'hypothèse même de leur emploi hors du cadre exceptionnel qui était jusqu'ici le leur (contre des cibles ne s'inscrivant plus dans un cadre stratégique) en modifie considérablement la nature. Un ancien spécialiste nucléaire de l'équipe Clinton estime «que le danger de cette façon de penser est qu'elle traite l'arme nucléaire juste comme un nouvel outil disponible. (...) Naturellement, aucun président ne l'utiliserait pour faire le boulot s'il peut être fait avec une arme conventionnelle; mais que se passerait-il si le directeur de la CIA rentrait dans le Bureau ovale et disait: «Monsieur le président, nous savons qu'il y a des armes nucléaires et biologiques enfouies à Tora Bora, mais la seule façon de les avoir est d'utiliser l'arme nucléaire?»

Le bouleversement de la *NPR* reflète d'ailleurs une évolution profonde de la perception américaine du droit à l'usage de la force armée. Traditionnellement, aux États-Unis, pour être en accord avec les principes moraux conférant à l'action sa nécessaire légitimité, il convenait de répondre et non de devancer: l'Amérique doit toujours être «l'agressée», dans sa chair ou ses principes. Les états-majors d'armées avaient préparé depuis longtemps l'idée de frappe préventive avec leurs nouveaux modèles opérationnels – *preclusion, preemption, decisive force* – qui supposaient tous une action en premier jusqu'à présent refusée par le pouvoir politique.

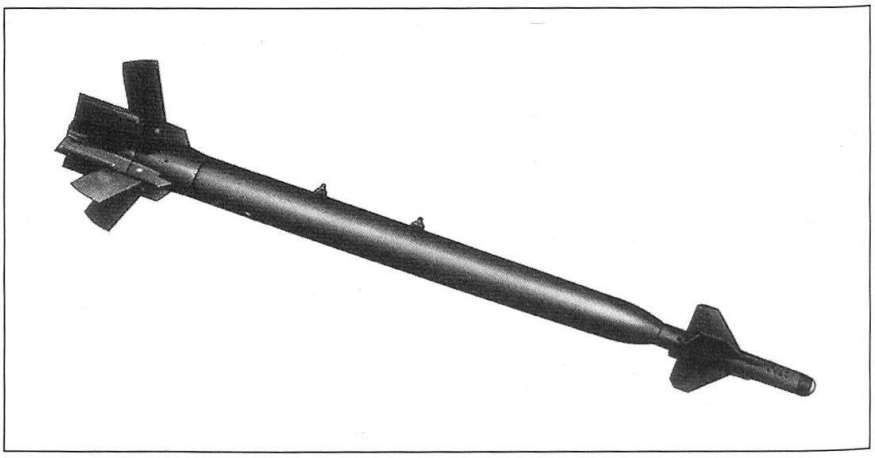
Le principe en avait été officiellement repris par le président G. Bush dans son Discours sur l'état de l'Union puis commenté par le secrétaire à la Défense D. Rumsfeld qui affirmait le 31 janvier que «la défense des États-Unis requiert la prévention, l'autodéfense et parfois l'action en premier.» Le *New York Times* estime que la nouvelle logique inscrite au cœur de la *NPR* est bien celle «des frappes préventives contre des États non nucléaires», ce que confirme implicitement le discours présidentiel du 1er juin à l'Académie militaire de West-Point.

Comme l'ont remarqué nombre d'analystes, la problématique ne relevait plus cette fois, comme habituellement pendant la guerre froide, du seul quantitatif; la question fondamentale portait plus sur les conditions d'emploi. Car si les planificateurs militaires envisageaient l'option nucléaire chaque fois qu'ils étaient confrontés à une situation «surprenante», c'était la distinction même entre armes nucléaires et conventionnelles qui s'estompait. La *NPR* considérait en effet que, «composée à la fois de systèmes classiques et d'armes nucléaires, l'outil de frappe de la nouvelle triade fournit une souplesse accrue dans la conception et la conduite des campagnes pour vaincre de manière décisive (...). Les armes nucléaires peuvent être employées contre des cibles résistant à des attaques conventionnelles.»

[1] *D'après Vincent Despostes, «La Revue de posture nucléaire américaine», et Barthélémy Courmont, «Une nouvelle doctrine nucléaire américaine?»*, Défense nationale, *juillet 2002.*

D'aucuns ont vu dans le glissement majeur amorcé par la *NPR* un simple retour naturel aux sources, les Etats-Unis n'ayant initialement pas développé leurs recherches du projet «Manhattan» dans les solitudes du Nouveau-Mexique au cours de la Seconde Guerre mondiale dans une logique d'emploi. La première approche américaine est de pure technique militaire, la dimension stratégico-politique imposée par une démarche théorique au tournant des années 1960 constituant en quelque sorte une dérive – peut-être finalement conjoncturelle – par rapport à la vision originelle. Avec le retour aux stratégies d'intervention depuis la fin de la guerre froide (la démarche active l'emportant désormais sur l'endiguement passif), on assisterait alors simplement à l'effondrement d'un édifice intellectuel déjà passablement ébranlé par la «riposte graduée» des années 60, les «bombes propres» des années 70, les euromissiles, la «guerre des étoiles» du président Reagan ou la plus récente «défense balistique antimissiles» (*NMD*). La question se posait d'ailleurs de savoir si cette dernière avait d'abord été conçue comme l'instrument de la liberté d'action nucléaire ou si celle-ci était née de la volonté de retrouver l'invulnérabilité, la logique même du traité *ABM* de 1972 étant au contraire de partager une vulnérabilité pour éviter que la protection assurée ne redonne une valeur opérationnelle à l'arme atomique.

L'effacement en filigrane des assurances des Etats-Unis, de l'Union soviétique, de la Grande-Bretagne, puis de la France et de la Chine, selon lesquelles les armes nucléaires ne seraient utilisées que contre des Etats qui en possèdent, commence pendant la guerre du Golfe. Les Etats-Unis n'avaient pas exclu l'utilisation de l'arme nucléaire contre l'Irak en cas d'utilisation par cet Etat d'armes de destruction massive.



Bombe guidée.

Le développement des nouvelles «petites» armes nucléaires pourrait être une erreur parce que l'avantage que l'on en retirerait est largement inférieur aux dommages subis par la capacité de persuader les autres nations à moins de s'appuyer sur les armes nucléaires. En donnant l'impression de compter davantage sur ces dernières, en les modifiant pour qu'elles puissent être utilisées plus facilement, cela diminue le poids de l'affirmation selon laquelle les autres pays ne doivent ni tester, ni concevoir de nouvelles armes. En rendant plus vraisemblable leur usage, surtout de manière préventive, on diminue la sécurité parce que l'on perd la légitimité à persuader les autres de ne pas suivre la même voie.

C'est dans le cadre de la guerre contre le terrorisme que les armes nucléaires pourraient servir, comme l'a reconnu Colin Powell. Dès lors pas de doute possible, les armes nucléaires sortent du cadre de la dissuasion et pourraient être utilisées contre des dépôts de munitions, des lieux inaccessibles aux armes conventionnelles ou contre des régimes qu'aucun discours ne peut dissuader. Un doute demeure cependant. Et s'il s'agissait d'un énorme coup de bluff de la part de Washington, visant à intimider les adversaires potentiels, notamment les «Etats-voyous»?

Les «Mininukes»: vers une relance de la course aux armements nucléaires[2]?

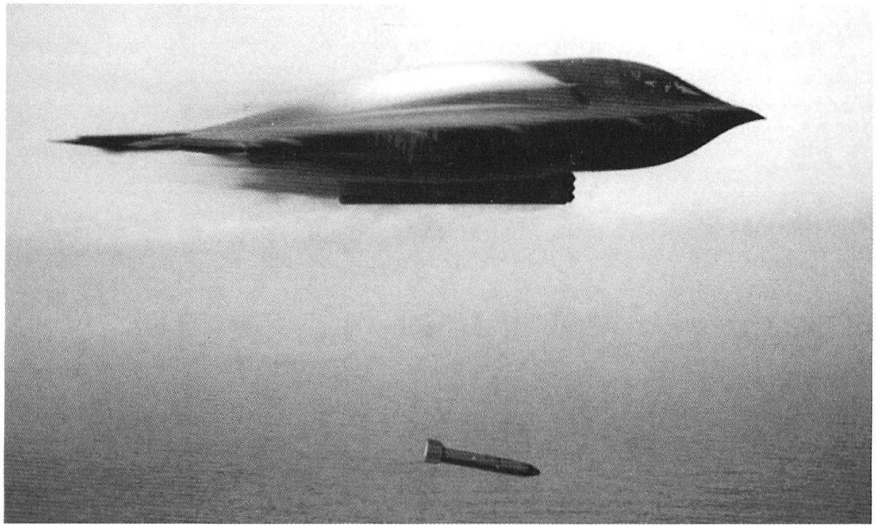
«Le plus grand danger qui menace notre pays se situe à la croisée du radicalisme et de la technologie. Nos ennemis ont

[2] *Cap Pierre Streit.*

déclaré sans ambiguïté qu'ils aspiraient à mettre en œuvre des armes de destruction massive et nous avons la preuve qu'ils s'y emploient avec détermination. Les Etats-Unis ne permettront pas que ces efforts aboutissent. Nous établirons des défenses contre les missiles balistiques et autres armes de longue portée. Nous coopérerons avec les autres nations pour empêcher nos ennemis de se doter de technologies dangereuses, pour contrôler et combattre leurs tentatives en ce sens. Et, parce que c'est une question de bon sens et d'autodéfense, l'Amérique interviendra avant même que la menace ne se concrétise».

La mise au point d'armes nucléaires miniatures «flexibles» et «utilisables» s'inscrit dans le cadre de cette nouvelle stratégie américaine, *The National Security Strategy of the United States of America,* présentée par le président Bush en septembre 2002. Dévoilée pour la première fois en janvier 2002, dans le *Nuclear Posture Review*, cette politique préconise la production de nouvelles *mininukes* ou bombes nucléaires miniatures qui peuvent être utilisées sur le théâtre d'opérations, en particulier contre des infrastructures souterraines soupçonnées d'abriter des armes de destruction massive (biologiques, chimiques).

Selon certains spécialistes, le but de ces armes, conçues pour détruire un bunker enfoui sous 300 mètres de granit sans atteindre les populations environnantes, est illusoire. Pour



Largage depuis un bombardier.

qu'il n'y ait aucune retombée sur les populations, une bombe de 1 kilotonne (15 fois moins que la bombe qui a rasé Hiroshima) doit exploser à 150 mètres de profondeur. En dessous de ce seuil, un cratère radioactif se forme et des retombées de terre polluée contaminent et condamnent toutes les populations environnantes. Lors d'essais menés en mars 1997 par l'Armée de l'air américaine en Alaska, un bombardier furtif *B-2* a largué une bombe *B61-11* à 12000 mètres d'altitude. Dotée pourtant d'une capacité de pénétration accrue grâce à l'uranium appauvri, cette bombe n'a pénétré la terre que de six mètres, alors que la bombe guidée conventionnelle *GBU-28* utilisée en Afghanistan peut percer plus de 30 mètres…

La mise en place de ce programme signifie que les Etats-Unis sont en train de repenser totalement leur doctrine de l'arme nucléaire. Ainsi, depuis près de cinquante ans, une règle «non-dite» postule qu'il ne peut y avoir recours à l'arme nucléaire qu'en cas d'ultime recours ou en cas de réponse à une attaque nucléaire. C'est le fondement de la «dissuasion nucléaire».

Aujourd'hui, différents éléments montrent que les Etats-Unis sont en train de faire passer l'arme nucléaire tactique du statut de dernier recours à celui d'une utilisation active au nom de la lutte contre le terrorisme.

– La *Nuclear Posture Review* appelle à développer, fabriquer et certifier de nouvelles têtes nucléaires. L'arsenal nucléaire aurait, ainsi, la capacité de viser et de détruire des cibles mobiles ainsi que des bunkers profondément enterrés.

– Le lancement d'une étude en juin 2002 sur de nouvelles ogives nucléaires «anti-bunker» plus performantes, désormais appelées *Robust Nuclear Earth Penetrator* (*RNEP*).

L'évolution des armes nucléaires

	Type	Premier essai	Puissance
1re génération	Bombe A	1945	> 15 kt
2e génération	Bombe H	1952	> 60 Mt
3e génération	Bombe à neutrons	1958 : mise au point	2 kt
4e génération	B61-11	1997 (sans charge nucléaire)	300 t de TNT

– En décembre 2002, lors de son discours sur la stratégie nationale pour combattre les armes de destruction massive, le président Bush déclarait que «les agences civiles et militaires des Etats-Unis doivent posséder la gamme complète des possibilités opérationnelles pour parer la menace et l'utilisation d'armes de destruction massive.»

– Des plans, intitulés *Theater Nuclear Planning,* pour un recours à l'arme nucléaire seraient actuellement étudiés par des experts du commandement stratégique américain.

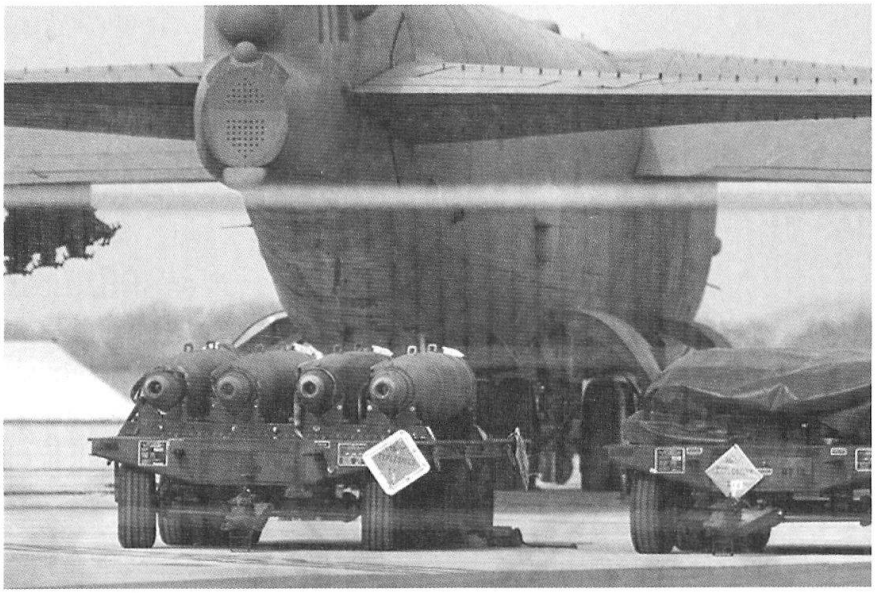
Outre cette attitude pro-nucléaire de l'administration Bush, on peut craindre une déstabilisation de l'ensemble des politiques des autres puissances nucléaires. En effet, les quatre autres puissances nucléaires reconnues par le *TNP* (Chine, France, Royaume-Uni, Russie) vont logiquement abaisser le seuil de leur défense nucléaire, c'est-à-dire qu'elles seront susceptibles de mettre au point et d'utiliser également des *mini-nukes* pour rester dans cette nouvelle course aux armements nucléaires.

Imagine-t-on la Russie utiliser ce type d'arme pour éradiquer les opposants tchétchènes, également au nom de la lutte contre le terrorisme? Quant aux trois autres puissances nucléaires non reconnues (Inde, Israël, Pakistan), quelle sera leur attitude face aux multiples situations conflictuelles qu'elles connaissent? En définitive, ce qui rend dangereuse cette nouvelle doctrine nucléaire américaine est à la fois le passage d'une stratégie de dissuasion à une stratégie d'emploi et l'effacement de la frontière entre guerre nucléaire et guerre conventionnelle. Comme le constate un rapport du Sénat français, «il serait pour le moins paradoxal que le pays qui affiche sa volonté de réduire considérablement son arsenal nucléaire et donne ainsi le sentiment de contribuer activement au désarmement nucléaire, favorise dans le même temps une banalisation de l'arme nucléaire. Si cette dernière se confirmait, les efforts portant sur la non-prolifération n'en seraient rendus que plus difficiles.»

12 novembre 2003 : le Congrès adopte le budget de la Défense

Le Congrès américain a adopté le 12 novembre 2003 un budget de 401,3 milliards de dollars pour la Défense en 2004, en hausse de près de 2% par rapport à 2003, qui autorise à nouveau la recherche sur des armes nucléaires de faible puissance. Le Sénat a voté en faveur de ce projet de budget, qui ne comprend pas le coût de la guerre en Irak, par 95 voix contre 3, suivant l'exemple de la Chambre des représentants qui l'avait adopté par 362 voix contre 40. Ce projet de loi donne le feu vert à la recherche de têtes nucléaires de moins de cinq kilotonnes de puissance, interdites depuis dix ans. Les responsables de l'administration affirment que ce type d'armes permettra de détruire des

stocks d'armes chimiques ou nucléaires enterrés. Le budget octroie 6 millions de dollars aux laboratoires nucléaires pour effectuer des recherches sur de nouveaux types de bombes. Il attribue 15 millions de dollars pour des études sur la modification de têtes nucléaires très puissantes qui pourraient être utilisées pour frapper des bunkers profondément enterrés. Toutefois, le texte demande à l'administration qu'elle obtienne avant de débuter ces recherches une autorisation spécifique du Congrès. Quelque 34 millions de dollars sont prévus pour des aménagements du site d'essais nucléaires situé dans le Nevada (Ouest). Le projet prévoit d'affecter 9,1 milliards de dollars à la défense antimissiles, soit une augmentation de 17% par rapport au budget 2003.



Avant et après l'amarrage...

Des procédures rigoureuses de contrôle.

Pour en savoir plus

Nuclear Posture Review Report, 8 janvier 2002. Extraits consultables sur: www.globalsecurity.org.

La Documentation française, André Dumoulin: *L'avenir du nucléaire militaire*, 2001, 88 p.

Hervé Kempf: «Mininuke, la bombe secrète», in *Le Monde*, 20 novembre 2001. Sénat français, Commission des Affaires étrangères, Rapport d'information 313 (2001-2002). *La politique de défense des Etats-Unis: une nation en quête d'invulnérabilité*, 76 p.